

## Présentation au Comité permanent sur les Affaires étrangères et le commerce international

### Comité de coordination de la société civile pour le sommet du G8/G20 en juin 2010

Bonjour. Permettez-moi d'abord de vous remercier de cette occasion qui m'est donnée de me présenter devant ce Comité et soyez assurés que je vais m'efforcer d'utiliser au mieux ce temps qui est précieux.

Je m'appelle Amanda Sussman et je représente aujourd'hui, ici, le Comité de coordination de la société civile pour le sommet du G8/G20 en juin 2010, une initiative impliquant plus de 100 organisations et associations d'organisations canadiennes, elles-mêmes soutenues par des milliers de Canadiens à travers tout le pays. J'exerce également la fonction de conseillère auprès de *Plan International Canada*, l'une des agences de développement les plus anciennes et les plus répandues dans le monde, implantée dans 66 pays.

Aujourd'hui, j'aimerais vous donner un aperçu de l'importante initiative que ce Comité a commencé à préparer en février dernier, en prévision de la présidence canadienne du G8.

Tout d'abord, nous nous sommes penchés sur ce qui avait fonctionné et ce qui n'avait pas fonctionné à Kananaskis, lorsque le Canada avait accueilli le Sommet du G8 en 2002. Tandis que des dizaines d'organisations s'impliquaient alors dans des campagnes publiques et mettaient en œuvre différentes méthodes, allant d'un engagement constructif avec le gouvernement à des actions de rue à l'extérieur du Sommet alternatif de Calgary, il était clairement apparu qu'aucun ensemble de recommandations, visant à communiquer aux décideurs et au public les attentes de la société civile et le consensus le plus large sur lequel les leaders politiques auraient pu enclencher leurs actions, n'avait été articulé ni présenté au gouvernement.

Aujourd'hui, les organisations abordent la situation d'une manière complètement différente. Le document que nous vous avons soumis, intitulé « *An Agenda for Global Development* » est le résultat d'un processus détaillé par lequel de nombreux groupements d'organisations très diverses se sont accordés sur trois thèmes fondamentaux et interdépendants devant demeurer au cœur de l'agenda 2010 : la lutte contre la pauvreté, la transformation du système économique et financier mondial et la concrétisation des progrès dans la lutte contre les changements climatiques. Sur ces trois thèmes, des dizaines d'organisations ont élaboré un ensemble précis de recommandations stratégiques pour le gouvernement, qui sont spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et qui peuvent être mises en œuvre du point de vue du gouvernement.

Par exemple, les recommandations sur la santé de la mère et de l'enfant sont le reflet des compétences collectives des cinq organisations canadiennes de développement les plus importantes qui travaillent en collaboration avec les groupes pour la protection des citoyens et des droits de la personne et qui ont des dizaines d'années d'expérience sur le terrain dans ce domaine partout dans le monde. De la même façon, les recommandations en matière de sécurité alimentaire sont le fruit du travail du Groupement stratégique en sécurité alimentaire (*Food Security Policy Group*), une association regroupant 35 associations en agriculture et en développement à travers le pays, qui partagent leurs compétences et leurs expériences en tant qu'intervenants de première ligne dans le domaine de la sécurité alimentaire, aussi bien au Canada qu'à l'étranger. Ces deux regroupements sont deux des nombreux autres regroupements d'associations qui ont travaillé à l'élaboration de ce document.

Il me faut souligner que ces recommandations ne sont pas uniquement soutenues par les organisations canadiennes. Ces trois derniers jours à Ottawa, le Comité a tenu une assemblée mondiale d'organisations de citoyens qui ont travaillé sur les agendas du G8/G20 dans le monde. Il est ressorti de nos discussions que toutes les recommandations énumérées dans ce document, qui ont reçu un large appui et reflètent un consensus international, seront communiquées aux autres chefs de gouvernement du G8 et du G20.

Sur le thème de la pauvreté, le Comité canadien a commencé par se poser une question très concrète : quels sont les progrès réalistes que le G8 pourrait accomplir en 2010, sachant que c'est un organisme politique œuvrant à court terme et ne disposant pas d'une capacité institutionnelle lui permettant de mettre en œuvre des initiatives sur le long terme ? Les recommandations sont ainsi orientées principalement sur ce que le Canada peut faire, en tant qu'hôte du G8, pour remettre les Objectifs du Millénaire (ODM) sur les rails. Les ODM représentent un accord d'engagement des leaders mondiaux sur un ensemble d'objectifs internationaux pris lors des sommets internationaux des années 90. Huit objectifs couvrent les problèmes principaux les plus urgents, allant de la pauvreté et de la faim à la lutte contre le VIH/sida et à l'éducation, et définissent les résultats spécifiques qui doivent être atteints d'ici 2015.

Il est évident que 2010 sera une année charnière pour le Canada et pour le monde. Nos décisions en matière de réforme économique et de changements climatiques détermineront la réussite qui couronnera les efforts du monde visant à réduire la pauvreté et le réchauffement climatique pour les générations à venir. En tant qu'hôte du prochain sommet du G8, le Canada se trouve devant deux choix et peut faire la différence : il peut soit reléguer ces aspirations à un vague espoir distant, soit confirmer la sérieuse possibilité d'atteindre réellement ces objectifs pendant le temps qu'il reste à vivre à notre génération.

Les Canadiens portent fièrement le drapeau de leur pays tout autour du globe en le brandissant comme un symbole de la démocratie du Canada, de son ouverture et de son intérêt pour les droits de la personne. Cependant, nos formidables contributions du passé sont assombries par l'inquiétude concernant le rôle actuel du Canada dans les négociations relatives aux changements climatiques, à la réforme de l'économie internationale et à la pauvreté dans le monde. Lorsque les chefs de gouvernement du monde entier se rassembleront pour le G8 et le G20 en 2010, le Canada aura une occasion en or pour réaffirmer notre réputation internationale en tant que leader mondial et promouvoir nos valeurs dans le monde.

Je tiens tout autant à souligner que nous avons fait de remarquables progrès, et que, dans de nombreux cas, l'argent a été bien dépensé. Les investissements du passé pour contribuer à réduire ces problèmes ont abouti à de formidables résultats, notamment dans la lutte contre le VIH/sida, l'éducation et l'immunisation, pour n'en mentionner que quelques uns. Rien qu'en Afrique, les citoyens ont pu bénéficier de l'Aide officielle au développement qui a fourni des traitements contre le sida à près de 3 millions de personnes, réduit considérablement le taux de mortalité dû à la malaria et aidé 34 millions d'enfants de plus à prendre le chemin de l'école.

L'année 2010 aura ceci d'unique que les causes de la plupart des défis qui font l'objet de ce document sont aujourd'hui bien comprises et leurs solutions bien connues. Plutôt que de fixer des objectifs trop difficiles à atteindre, ce document met en lumière les étapes réalistes que le Canada peut franchir pour catalyser les progrès sur les problèmes mondiaux les plus urgents et pour promouvoir un nouveau modèle de globalisation socialement responsable, économiquement durable et environnementalement équitable.

Aujourd'hui, nous cherchons à initier un dialogue constructif et efficace entre le gouvernement canadien et ses citoyens, fondé sur les pratiques exemplaires décidées lors de sommets précédents par le passé. Il sera essentiel que ce Comité joue un rôle important en tant que véhicule des différents intervenants canadiens, qu'ils proviennent des secteurs privés ou des secteurs à but non lucratif, en organisant un ensemble d'audiences dans les agendas du G8 et du G20. Le processus n'a nul besoin d'être onéreux pour être efficace. Il peut consister, par exemple, de six audiences dont deux à Ottawa et quatre dans les régions clés du pays, cumulant clairement leurs recommandations précises dans un seul rapport au gouvernement. Ces audiences pourraient constituer les actions engagées par les Parlementaires avec leurs citoyens sur ces questions clés, lorsque les leaders mondiaux se rassembleront au Canada.

Au-delà de ce Comité, les pratiques exemplaires initiées lors de sommets précédents comprennent un dialogue élargi entre le gouvernement et la société civile, à une échelle mondiale, connu sous le nom de dialogue « Civil/G8 ». Nous espérons que le Comité jouera un rôle actif pour contribuer à élargir ce dialogue et nous avons hâte de travailler avec vous, ensemble, à la mise en œuvre de cette importante initiative.